

## ÉTUDE

# *Les spécificités des archives du Saint-Siège du point de vue de leur utilisation comme sources importantes de l'histoire politico-religieuse du Canada\**

Luca Codignola

*E*n lisant le titre du présent article, le lecteur devinera qu'on y réfère à celui d'un article de l'historien franciscain Conrad Morin (m.1984) paru juste après la Deuxième Guerre mondiale dans la revue *Culture*<sup>1</sup>. Morin avait étudié à l'Université Grégorienne de Rome pendant la guerre. Il avait dépouillé de façon assez systématique les archives de la Sacrée Congrégation «de Propaganda Fide» (aujourd'hui Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples) et les Archives secrètes du Vatican pour sa thèse, qui portait sur l'histoire des rapports entre le Canada et le Saint-Siège avant la création en 1658 du vicariat apostolique. Le projet de Morin pour sa carrière d'historien était très ambitieux. Il se proposait de publier plusieurs volumes de textes originaux et une étude qui l'aurait mené jusqu'à la fin du régime français. Malheureusement, sa santé ne lui permit d'achever qu'une portion minuscule de son projet. Il fut pourtant le premier à prendre conscience de l'importance de la documentation romaine, et aussi le premier à montrer, dans ses rares articles, que le rôle du Saint-Siège n'était pas seulement celui d'un dépôt d'archives où l'on pouvait trouver des documents inédits, mais aussi celui d'un point de référence important pour l'histoire même du Canada<sup>2</sup>.

---

\* Ce texte est une version révisée d'une conférence donnée par l'auteur dans le cadre du 29<sup>e</sup> congrès de l'Association des archivistes du Québec tenu à Montréal les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juin 2000.

Pourtant, la conscience de la part des Canadiens de l'importance d'entreprendre des recherches à Rome était bien établie depuis longtemps. Le jésuite français Félix-François-Marie Martin (1804-1886), qui passa l'hiver de 1857 à 1858 à Rome, reçut un contrat de la part de la Province du Canada pour recenser et faire copier des documents portant sur l'histoire du Canada. Quelques années plus tard (1864-1869), c'était le sulpicien montréalais Étienne-Michel Faillon (1800-1870) qui s'installa à Rome et profita de son séjour pour entreprendre ses propres recherches à la Propagande. Par ailleurs, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle les Archives nationales (alors Archives publiques) du Canada et les Archives nationales (alors de la province) du Québec avaient commencé un programme de «rapatriement» de documents d'intérêt canadien conservés dans les archives européennes. Évidemment, Paris et Londres venaient en premier, mais le Saint-Siège venait immédiatement après les deux «capitales politiques» des Canadiens<sup>3</sup>. Il s'agit d'une tendance qui a continué presque jusqu'à nos jours. Les Archives nationales du Canada ont eu pendant longtemps un véritable bureau à Londres. L'imposant guide publié par son dernier responsable, Bruce G. Wilson (1946-1998), nous donne une belle idée du travail accompli<sup>4</sup>. Pour ce qui est du bureau de Paris, son travail de dépouillement a continué jusqu'à tout récemment, et ses publications ont été nombreuses<sup>5</sup>.

Bien qu'à Rome il n'exista jamais un véritable bureau des Archives nationales du Canada, la Division des manuscrits des dites Archives, par les soins de son directeur, Robert S. Gordon (1923-1995), mit sur pied à partir d'octobre 1977 un projet systématique d'inventaire et de microfilmage des documents d'intérêt canadien dans les Archives de la Propagande. Le premier chercheur fut celui qui vous parle, mais bientôt la collaboration entre les Archives nationales du Canada, l'Université Saint-Paul (par les soins de Pierre Hurtubise et Michel Bergeron du Centre de recherche en histoire religieuse du Canada) et le Centre Académique Canadien à Rome (par les soins de Roberto Perin et Egmont Lee), de même qu'un apport financier important consenti par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, permirent d'inclure d'autres chercheurs canadiens (Monique Benoit, Gabriele Pietro Scardellato) et italiens (surtout Giovanni Pizzorusso et Matteo Sanfilippo, mais aussi Luigi Bruti-Liberati, Floriana Santini et Nicoletta Serio), et de s'intéresser à d'autres dépôts d'archives romaines. Nous renvoyons l'auditoire à l'historique de la recherche romaine que nous avons publié tout récemment avec M. Sanfilippo<sup>6</sup>, parce que c'est finalement sur les résultats de l'ambitieux projet des Archives nationales du Canada, toujours en cours, que nous concentrerons dès maintenant notre attention.

Tous ceux et celles qui s'intéressent en particulier à l'histoire religieuse pourraient se demander pour quelle raison on a attendu jusqu'à la fin des années 1970 pour entreprendre un dépouillement systématique des sources romaines, étant donné l'importance de la religion catholique pour l'histoire du Canada et encore davantage pour l'histoire du Québec. Il était certainement question des coûts d'une telle entreprise et des priorités à Paris et à Londres. Je n'exclurai pas la difficulté tout à fait pratique pour des chercheurs nord-américains de se familiariser avec le protocole des bureaux romains.

L'expérience frustrante d'un des évêques de Québec mérite qu'on s'y arrête. Joseph-Octave Plessis (1763-1825) a effectué une seule visite romaine, que vous ne trouverez décrite que d'une façon très neutre dans son journal<sup>7</sup>. Plessis s'était rendu

personnellement à Rome en 1819-1820 pour présenter le cas de son immense diocèse, comme par ailleurs le faisaient des dizaines d'autres catholiques – évêques, simples prêtres, laïques. Pour la plupart d'entre eux, les distances à parcourir et les dépenses de leurs voyages auraient justifié des décisions rapides. Mais ils s'apercevaient bientôt qu'on les faisait attendre pendant des jours, des semaines, même des mois. Plessis fut particulièrement offensé par la façon dont le Saint-Siège le traitait. Il était convaincu que son église jouissait de privilèges spéciaux, étant donné son «parfait dévouement au S. Siège Apostolique» pendant les bouleversements de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècles, et qu'il avait le droit de «puiser la source féconde dont les eaux se répandent sur toutes les parties de l'Univers Catholique.» Il prit sa résidence près du palais de la Propagande, mais ce ne fut qu'un mois après son arrivée qu'il reçut la permission de se rendre dans les archives de la Congrégation<sup>8</sup>. Un autre mois s'écoula et il présenta un mémoire qui contenait des questions très simples. Ce mémoire, Plessis expliqua, n'aurait pas demandé beaucoup de travail de la part des cardinaux. Il s'excusait pour son insistance, mais il n'était qu'un «pauvre évêque qui vient du bout du monde.» «Puisqu'il se trouve au centre de la lumière», ajoutait-il, «il doit tâcher d'en saisir autant de rayons qu'il en pourra emporter.» Mais la lenteur de la bureaucratie romaine le frustra. Personne ne semblait connaître dans quel bureau son dossier était rendu, et après trois mois de séjour inutile, il repartit pour Londres, d'où il accusa le Cardinal Préfet de la Propagande, le barnabite Francesco Fontana (1750-1822), de ne pas avoir tenu ses promesses<sup>9</sup>.

Bien que le Saint-Siège ait certainement évolué depuis la visite de Mgr Plessis, le travail de recherche à Rome s'avère souvent tout aussi frustrant. Premièrement, presque toutes les archives ferment leurs portes pendant les périodes de fêtes religieuses ou les fêtes civiles de la République italienne, telles que Noël et Pâques, et pendant tout l'été. Deuxièmement, la plupart des archives ne sont ouvertes que pendant l'avant-midi, et ce n'est que depuis tout récemment que les Archives secrètes et la Bibliothèque Apostolique du Vatican ouvrent l'après-midi. Le nombre d'items que les chercheurs peuvent commander chaque jour est limité. Les frais de services de reprographie, là où de tels services existent, sont excessivement élevés. Pourtant, les dirigeants des dépôts d'archives sont très souvent des professionnels de grande valeur. Par exemple, Josef Metzler, un oblat allemand, avait été l'archiviste de la Propagande pendant 18 ans (1966-1984) avant d'être nommé préfet des Archives secrètes, position qu'il tint pendant 13 ans (1984-1997). La Bibliothèque Apostolique, qui est aussi un dépôt d'archives, fut dirigée pendant la même période par un dominicain canadien de très haut niveau scientifique, Leonard Boyle (1924-1999), qui essaya d'élever les standards technologiques de la Bibliothèque<sup>10</sup>. Nous ne devrions pas passer sous silence les prestigieuses écoles de Sciences Archivistiques et Paléographiques (qui relèvent des Archives secrètes) et celle de Sciences bibliothécaires (qui relève de la Bibliothèque Apostolique), parmi les meilleures au monde, ni sous-estimer le fait que le chercheur qui entre aujourd'hui aux Archives secrètes après une absence d'une dizaine d'années aurait des difficultés à s'y retrouver, car l'informatique y existe maintenant en toute évidence.

Les dépôts d'archives mineurs offrent d'habitude un service plus personnalisé aux chercheurs, mais souvent l'importance du matériel documentaire ne correspond pas à l'ampleur du personnel disponible. Par exemple, les archives de la Propagande,

sans aucun doute le dépôt le plus important au monde pour l'histoire des missions catholiques, sont gérées par moins de cinq personnes, incluant leur directeur. Lorsque l'ancien photographe prit sa retraite, il y a une quinzaine d'années, la Congrégation a attendu plusieurs années avant de le remplacer, jetant ainsi dans la panique les chercheurs nord-américains, habitués comme ils le sont à demander et obtenir des photocopies et des microfilms sur-le-champ. Heureusement, ce problème est maintenant résolu de façon efficace. Il faut ajouter qu'il s'agit là de difficultés partagées par plusieurs archives ecclésiastiques. À Londres, les Archives de l'Archidiocèse de Westminster (Westminster Diocesan Archives) sont gérées par un archiviste très compétent, le père Ian Dickey, qui est aussi curé de paroisse. Il ne donne accès à ses archives que trois avant-midi par semaine, sur rendez-vous seulement. Le père David C. Sheehy aux Archives de l'Archidiocèse de Dublin (Archives of the Archdiocese of Dublin) est dans une situation semblable. Et ce ne fut qu'en 1987 que Pierre Lafontaine<sup>11</sup> se joignit à l'abbé Armand Gagné, l'archiviste des Archives de l'Archidiocèse de Québec, qui gère le plus important dépôt d'archives pour l'histoire de l'Église catholique au Canada depuis 1964.

Il ne faut pas oublier non plus que les archives ecclésiastiques sont par définition des archives privées. La législation à ce sujet n'est pas toujours claire. Par exemple, l'abbé Gagné, à cette époque le nouvel archiviste diocésain de Québec, demandait en 1969 à ses supérieurs si les archives étaient régies par le droit commun ou par le droit particulier<sup>12</sup>. En effet, si le pape, ou n'importe quel chef de congrégation ou communauté, prend la décision de les fermer pour manque d'argent ou parce qu'il a besoin d'utiliser le personnel ailleurs, personne ne pourrait s'y opposer. Étant donné la disette de personnel ecclésiastique et les difficultés économiques de l'Église, nous pouvons nous réjouir que les archives soient accessibles et que le pape Jean-Paul II poursuive sa politique de dévoilement de nouvelles sources. En 1978, il étendit de 1846 à 1878 l'accessibilité des archives vaticanes; en 1985, il permit la consultation de ces archives jusqu'à 1922; et en 1997 il ouvrit les archives de la Sacrée Congrégation du Saint-Office (aujourd'hui Congrégation pour la Doctrine de la Foi), jusqu'à maintenant un des secrets les mieux gardés de l'histoire de l'Église<sup>13</sup>.

Jusqu'à très récemment, la véritable difficulté pour les chercheurs nord-américains a découlé de l'absence de véritables instruments de recherche, tels que les guides et les inventaires qu'ils ont utilisés couramment, par exemple aux Archives nationales du Canada, dont les instruments de recherche sur papier étaient à juste titre célèbres pour leur efficacité. Dans les archives romaines les instruments de recherche étaient et sont d'habitude le résultat des efforts individuels de certains archivistes ou historiens. Il y en avait de fort utiles, qui étaient mis à jour régulièrement. D'autres étaient et sont de véritables monuments historiques, comme les inventaires dressés à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par le cardinal Giuseppe Garampi (1725-1792), encore utilisés par les chercheurs<sup>14</sup>. Toutes ces difficultés sont en train de changer très rapidement grâce à l'arrivée de l'informatique.

Aux Archives secrètes et à la Propagande les seuls véritables instruments de recherche pouvant intéresser les chercheurs en histoire du Canada sont ceux qui ont été dressés à partir de 1977 à l'intérieur du projet des Archives nationales du Canada et de l'Université Saint-Paul. Je peux assurer cet auditoire qu'il n'y avait rien de cette

sorte quand je suis arrivé pour la première fois à la Propagande, en 1974, sauf les premiers volumes d'un inventaire compilé par l'archiviste Anton Debevec pour l'Academy of American Franciscan History, qui pourtant ne tenait compte que du territoire strictement états-unien<sup>15</sup>. Nous étions obligés de feuilleter chaque *folio* des milliers de volumes de documents reliés qui contiennent des documents provenant de chaque partie du monde, de la Chine à la Russie, du Brésil au Canada.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'avec des horaires limités, les fermetures estivales, les difficultés reprographiques, l'absence d'instruments de recherche, et la numérisation des dépôts encore chose de l'avenir, les chercheurs nord-américains du passé n'aient pas profité davantage de la richesse des archives romaines. La plupart des chercheurs séjournaient à Rome pour une semaine ou deux et passaient une bonne partie de leur temps à se familiariser avec la Ville Éternelle, ses archives et ses bibliothèques. S'ils possédaient une référence exacte, ils arrivaient peut-être à consulter le document qui les intéressait. Mais très rarement furent-ils capables d'entreprendre ou de compléter une recherche systématique.

L'accessibilité informatique, quoique encore partielle, et les instruments de recherche produits depuis 1977 dans le cadre du projet des Archives nationales du Canada et de l'Université Saint-Paul, fournissent aux chercheurs d'aujourd'hui un éventail de possibilités de recherche inimaginables il y a un quart de siècle. J'oserais affirmer que le véritable problème posé par les nouveaux instruments de recherche est leur abondance<sup>16</sup> et la rapidité de changement des supports informatiques. Certains inventaires sont dactylographiés, d'autres reproduits sur microfiches, d'autres encore saisis avec des logiciels qui ne sont plus couramment utilisés. Il faudrait bientôt songer à une façon de les rendre dans leur ensemble plus facilement accessibles aux chercheurs.

À l'intention des chercheurs qui ont l'intention de relever le défi et de se rendre à Rome, j'aurais deux suggestions. La première: ils doivent se familiariser avec la routine des communications continentales et atlantiques. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Rome entretenait très rarement des communications directes avec l'évêque de Québec ou les autres évêques nord-américains. Normalement, lettres, instructions, rapports, facultés, même les reliques passaient par les mains d'agents qui résidaient à Rome et d'intermédiaires qui vivaient à Paris, à Londres, à Dublin et, plus tard, aux États-Unis. Il faut ajouter que les chercheurs canadiens, à quelques exceptions près, ne connaissent pas les archives qui se trouvent dans ces lieux. Il s'agit ici, par exemple, des archives du Séminaire des Missions-Étrangères de Paris, des Archives de l'Archidiocèse de Westminster et des Archives of the Archdiocese of Dublin, où sont respectivement conservés les papiers du clergé de la Nouvelle-France à partir du temps du premier évêque, François de Laval (1623-1708), du vicaire apostolique de Londres après la Conquête, et de l'archevêque de Dublin, pour longtemps le véritable chef de l'Église de Terre-Neuve. (Je me permets de souligner ici que même les Archives de l'Archidiocèse de Québec sont sous-utilisées par les chercheurs canadiens malgré leur importance énorme pour l'histoire du pays<sup>17</sup>).

Ma deuxième suggestion: les chercheurs doivent apprendre à connaître le «fonctionnement» du Saint-Siège. Pendant toute la période qui nous intéresse ici, le Saint-Siège comprenait beaucoup plus que le pape, bien que celui-ci en fût le chef

absolu. D'une part, le Saint-Siège était la source d'un pouvoir mystique qui appartenait à la sphère charismatique de l'expérience humaine. D'autre part, le Saint-Siège était aussi une bureaucratie sophistiquée, inspirée par une idéologie commune, raffinée par des siècles d'épreuves et d'adaptations. Son personnel était composé de cardinaux, de nonces, de préfets, de secrétaires, et de centaines de fonctionnaires au service des congrégations romaines. Ces fonctionnaires exerçaient leur autorité sur tout le monde catholique et rencontraient chaque jour les agents des rois et des membres du clergé diocésain et missionnaire, ainsi que les procureurs des ordres réguliers, qui résidaient tous à Rome pour mieux suivre les intérêts de leurs commanditaires. Il s'agissait d'hommes d'action qui étaient toujours trop occupés avec les affaires courantes pour gâcher leur temps à discuter le bien-fondé de leur engagement, étant donné que leur foi leur fournissait toutes les réponses nécessaires<sup>18</sup>. C'était parmi ce fonctionnariat, et non pas nécessairement aux niveaux les plus élevés, que les historiens retrouvaient ceux qui prenaient les décisions qui affectaient l'Église catholique en Amérique du Nord. Les volumes de la *Hierarchia Catholica*<sup>19</sup> et les répertoires des nonces<sup>20</sup> sont les points de départ pour les évêques et les cardinaux. Pour les rangs mineurs, le seul véritable instrument biographique est représenté par les annuaires que la curie pontificale publie chaque année depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle.

C'est à l'intention des chercheurs canadiens que les Archives nationales du Canada et l'Université Saint-Paul ont entrepris leur dépouillement systématique des archives romaines. Après presque un quart de siècle de travail, ces chercheurs ont à leur disposition un vaste éventail de guides, d'inventaires et d'instruments de recherche qui les assistent dans la recherche des documents qui les intéressent. Le dernier est certainement le guide de recherche sur l'Amérique du Nord publié en 1999 avec l'aide du Gouvernement du Québec et des Archives nationales du Québec (ce qui explique que l'accent soit mis sur l'Amérique française). Par ailleurs, ce guide est maintenant le point de départ pour tout chercheur et toute chercheuse qui prépare une recherche romaine, même si l'objet de leur attention est Terre-Neuve ou l'Ouest canadien. Tous les instruments de recherche y sont clairement indiqués dans la bibliographie finale et ce, par rapport à chaque fonds d'archives. Les chercheurs pourront consulter ces instruments de recherche aux Archives nationales du Canada ou au Centre de recherche en histoire religieuse du Canada de l'Université Saint-Paul.

Pour ce qui est de la méthodologie du dépouillement archivistique et de la rédaction des descriptions des fonds et des documents, les chercheurs se sont inspirés des mêmes principes généraux, mais ils ont dû appliquer ces principes à des situations archivistiques très différentes. Les premières archives abordées furent celles de la Propagande, qui étaient reconnues comme les plus riches de documents pour l'histoire canadienne. Étant donné la dimension continentale de la Nouvelle-France pendant l'ancien régime, tous les documents qui avaient rapport à l'Amérique française et anglaise furent inventoriés, et la même méthode s'appliqua aux fonds de la Secrétairerie d'État des Archives secrètes<sup>21</sup>. La description des documents demeure détaillée, calquée sur le modèle archivistique de la série *Calendar of State Papers* du Public Record Office britannique. L'ampleur de la documentation états-unienne ne permet pas de suivre la même méthode après 1800. En effet, au fur et à mesure que la recherche s'étendait aux Archives secrètes et aux autres archives romaines, les documents ayant

trait seulement au territoire des États-Unis furent examinés, comme ceux des autres pays par ailleurs, mais ils ne furent plus inventoriés, sauf ceux qui avaient rapport à l'Amérique du Nord britannique ou aux communautés francophones aux États-Unis. En effet, la documentation sur les Franco-Américains devient de plus en plus importante au fur et à mesure qu'on remonte le XIX<sup>e</sup> siècle. Après 1830 pourtant, il s'avéra impossible, étant donné le nombre réduit des chercheurs, de continuer à rédiger de longues descriptions pour chaque document inventorié. Si on avait procédé de cette façon, les chercheurs ne pourraient pas prendre connaissance des documents qui datent d'après les années 1850. La plupart des inventaires qui portent sur la période succédant à 1830 présentent donc des descriptions très courtes, qui souvent ne couvrent pas plus qu'une ligne, habituellement d'un document seulement, mais souvent également d'un dossier ou d'une petite collection de fonds à l'intérieur d'une série archivistique. On a donc préféré la rapidité d'un survol qui donne une idée globale des documents conservés par les archives romaines pendant toute la période de leur accessibilité, et qui cependant donne aux chercheurs des milliers de références exactes aux documents, à la lenteur d'un travail de rédaction de longues descriptions pour chaque document retrouvé, qui aurait pu se poursuivre pendant encore un siècle, tel que le *Calendar of State Papers*.

Est-ce que les archives du Saint-Siège et les documents qu'elles conservent sont importants pour l'histoire du Canada? Il n'y a pas, évidemment, de documents d'archives qui soient plus «importants» que d'autres. Tout dépend des objectifs visés: l'historien pose une question, et cherche ses documents là où ils pourraient se retrouver. Pourtant, personne ne peut douter de la richesse des archives romaines, ne fut-ce qu'en raison du nombre de documents qu'elles conservent. Il suffit, pour s'en rendre compte, de feuilleter l'inventaire de presque 600 pages publié en 1998 par une équipe états-unienne de l'University of Michigan dirigée par Francis X. Blouin Jr.<sup>22</sup>. En 1977, l'archiviste qui avait accompagné le responsable du projet romain des Archives nationales du Canada, M. Victorin Chabot, lors d'une visite des voûtes et des rayons des Archives secrètes, nous avait assuré que les couloirs logeaient un nombre indéterminé de kilomètres linéaires de documents, et que la plupart n'étaient pas encore disponibles pour la recherche parce qu'ils n'avaient pas encore été catalogués.

Étant donné que les documents à caractère local restent en principe sur place, le Saint-Siège conserve institutionnellement surtout des documents de nature solennelle, doctrinale, ou internationale. Pour ce qui est des décisions solennelles, toutes les discussions qui précédaient l'envoi d'une bulle d'érection d'un nouvel évêché avaient lieu à Rome. Par exemple, tout en m'appuyant sur des documents romains, j'ai montré comment, à la fin du premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, les évêques francophones et anglophones, bien qu'apparemment en nette et violente opposition, partageaient le même projet de répartition de l'Amérique du Nord britannique selon des lignes que je n'hésiterai pas à définir d'ethniques<sup>23</sup>. Dans ce contexte, il est important de noter qu'à cette époque les fonctionnaires romains évaluaient la situation à partir d'un grand plan stratégique dont nous devons l'élaboration au futur pape Pie VIII, le cardinal Francesco Saverio Castiglioni (1761-1830, pape à partir de 1829). Selon un modèle déjà appliqué aux États-Unis, où l'archevêque de Baltimore était au sommet de la hiérarchie depuis 1808, le plan envisageait, entre autres choses, l'union de la Nouvelle-Écosse et du Nou-

veau-Brunswick et le rattachement de Terre-Neuve au diocèse de Québec, «pour mettre en pratique de cette façon la noble idée de compléter le monde chrétien dans ces parties avec l'archevêque de Québec et ses évêques suffragants.<sup>24</sup>» Il s'agissait d'un contexte qui seul explique certaines décisions, telle que, par exemple, le retard dans la succession du vicaire apostolique de la Nouvelle-Écosse, Edmund Burke, évêque titulaire de Sion (1753-1820), qui ne fut remplacé que cinq ans après sa mort par William Fraser (1779-1851), évêque titulaire de Tanis<sup>25</sup>.

Sur le plan doctrinal, il y a plusieurs exemples de renvoi au Saint-Office de cas qui ne faisaient pas partie de la gestion courante des terres de mission nord-américaines, mais qui affectaient pourtant la vie quotidienne des résidents catholiques. Ceux-ci se trouvaient vivre dans un contexte multireligieux et multiethnique dont ils n'avaient que peu d'expérience. Par exemple, déjà en 1764 le vicaire général de l'évêque de Québec à Paris, Pierre de La Rue, abbé de L'Îsle-Dieu (1668-1779), informait Rome que la cession du Canada à la Grande-Bretagne avait rendu possible des mariages mixtes entre catholiques et protestants, reconnus par les autorités civiles, mais non valides selon les canons du Concile de Trente. La Sorbonne s'était prononcée en faveur de la validité de ces unions, mais le dernier mot était celui du Saint-Office. La question des mariages ne fut jamais résolue de façon très nette. Encore en 1835, l'archevêque de Québec, Joseph Signay (1778-1850), demandait l'opinion de Rome sur la décision à prendre dans le cas de ces autochtones convertis qui, ayant plus qu'une épouse, aimaient garder la «meilleure» au lieu de la première. Avant de donner une réponse, les experts du Saint-Office consultèrent une vaste documentation au sujet de la polygamie et n'oublièrent pas de comparer le cas du Bas-Canada avec celui des États-Unis, de l'Amérique du Sud et même de l'Océanie<sup>26</sup>. Pour la période qui suivit, les inventaires de la Propagande préparés par Mme Benoît pour les années du pontificat de Léon XIII montrent comment les demandes de dispenses matrimoniales étaient très importantes pour la vie quotidienne des Canadiens<sup>27</sup>. L'ouverture assez récente des archives du Saint-Office n'a pas encore permis aux chercheurs intéressés à l'histoire de l'Amérique du Nord de mener une véritable exploitation de leurs fonds. À ma connaissance, seulement M. Pizzorusso y a amorcé un premier sondage, qui montre par ailleurs l'ampleur de la documentation conservée<sup>28</sup>.

Sur le plan international, signalons le fait que la plupart des décisions importantes prises à Rome par rapport au Canada s'inscrivent dans un cadre d'équilibre et de relations internationales. Par exemple, comme Plessis lui-même l'écrivait dans son *mandement* du 5 décembre 1822, la restructuration du diocèse de Québec, avec la nomination de vicaires généraux avec facultés d'évêques suffragants à Montréal, Kingston, Charlottetown et à la Rivière-Rouge était fondée, entre autres, sur le précédent de Vilnius, en Lituanie. Plessis lui-même s'était assuré que cette solution rencontrerait l'approbation de la Cour de Londres, qui était opposée à la dispersion du pouvoir ecclésiastique et éviterait les problèmes créés par l'indépendance de vicaires apostoliques tels que Burke en Nouvelle-Écosse<sup>29</sup>.

L'importance institutionnelle des institutions romaines n'implique pas que les documents conservés dans leurs archives soient tous liés aux établissements de nouveaux diocèses, à la solution de problèmes doctrinaux ou aux relations internationales entre les États et les peuples. Si, d'une part la documentation à caractère local restait



sur place, par exemple dans la paroisse ou dans le chef-lieu du diocèse, lorsqu'une dispute s'amorçait à l'intérieur de l'église, les parties intéressées avaient souvent tendance à se référer aux autorités romaines pour en avoir la solution. Cela donnait lieu à une documentation romaine révélatrice sur n'importe quel aspect de la vie quotidienne des résidents de l'Amérique du Nord.

Le conflit ethnique entre catholiques d'origine canadienne et irlandaise dans l'Amérique du Nord britannique et aux États-Unis y est, par exemple, très bien représenté. Dans le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle les Canadiens, avec l'appui des évêques français des États-Unis, s'étonnaient de ce que la «canaille irlandaise<sup>30</sup>» soit reçue et tellement écoutée à Rome que plusieurs évêques de la troisième génération nommés par Rome étaient des Irlandais. Pourtant, bien qu'avant la Grande Famine des années 1840 les émigrés irlandais n'aient pas été aussi pauvres et misérables qu'on les a souvent décrits, partout où ils allaient, ils étaient méprisés et traités comme les rebuts de la société et leurs missionnaires comme les moins indiqués pour le travail apostolique<sup>31</sup>.

Sur le plan social, un des exemples les plus frappants de la richesse des archives romaines nous vient de la documentation sur l'émigration des Québécois aux États-Unis à partir du XIX<sup>e</sup> siècle et sur le développement de la communauté franco-américaine. Il s'agissait surtout de protéger les nouvelles communautés francophones. Les archives de la Délégation apostolique aux États-Unis, établie en 1893, aujourd'hui déposées aux Archives secrètes, sont particulièrement importantes à cet égard et ont été étudiées surtout par M. Sanfilippo<sup>32</sup>.

Au niveau politique, le principe de territorialité sur lequel s'orienta le Saint-Siège à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle, mais de plus en plus jusqu'à la promulgation de la constitution apostolique *Sapienti consilio* de 1908 qui régularisa les rapports entre le Saint-Siège et les Églises nord-américaines, eut l'effet de consigner la plupart des diocèses et des territoires de missions au clergé anglophone. Par exemple, après 1908, le monopole des Oblats dans les diocèses de l'Ouest canadien se termina rapidement. Le point de vue du Saint-Siège était que, dans un continent à majorité anglophone, c'était le clergé anglophone qui pouvait le mieux assurer l'assimilation des immigrants. Les évêques francophones furent conservés là où la population francophone était amplement majoritaire, comme au Québec ou, dans certains cas, en Ontario et dans les Provinces Maritimes<sup>33</sup>.

Nous n'avons pas oublié les communautés religieuses. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le guide publié par Michel Thériault en 1980<sup>34</sup> pour en comprendre l'importance pour l'histoire du Canada et du Québec depuis les premiers pas de la colonie. Une bonne partie d'entre elles ont leurs maisons-mères, et donc leurs archives, à Rome. Il suffit de mentionner l'Ordre des frères mineurs capucins, la Compagnie de Jésus, les Oblats de Marie-Immaculée, et les Frères des écoles chrétiennes. Les sources de la province capucine de Paris ayant été détruites pendant la Révolution française, nos connaissances sur leur activité missionnaire en Acadie au XVII<sup>e</sup> siècle nous viennent seulement des documents romains<sup>35</sup>. Pour ce qui est des jésuites, leur sources sont en train d'être publiées par Lucien Campeau, leur historien, dans une série qui est un modèle d'érudition et de professionnalisme<sup>36</sup>. Une bonne partie des documents concernant les Oblats sont dans les archives Deschâtelets, mais les Archives générales de l'ordre, à

Rome, conservent nombre de documents qui ne sont pas à Ottawa. Les sources de la maison généralice des Frères des Écoles chrétiennes ont aussi fait l'objet d'un travail de dépouillement systématique de la part de l'historien québécois Nive Voisine, qui en a écrit l'histoire<sup>37</sup>. En outre, même une communauté «gallicane» telle que celle des Prêtres de Saint-Sulpice trouve ses documents à Rome. Par exemple, les documents de la Propagande nous montrent la longue querelle contre leur ancien confrère, Jean-Jacques Lartigue (1777-1840) quand il fut nommé vicaire général et suffragant de Plessis en 1820, ou les autres querelles des années 1830 à propos du droit de nomination du curé de Montréal et de l'accord négocié par le supérieur, Jean-Henri-Auguste Roux (1760-1831), avec le gouvernement britannique<sup>38</sup>. Les archives de la Propagande nous permettent aussi de suivre l'histoire des accusations de malversation financière portées contre un autre sulpicien, Jean-Baptiste Thavenet (1763-1844), qui résida à Rome de 1831 à 1844, par les communautés religieuses qu'il était censé représenter<sup>39</sup>.

En conclusion, le dépouillement du dernier quart de siècle a démontré, je crois, que la documentation romaine est une véritable richesse qui marquera l'historiographie canadienne et québécoise, et pas seulement son historiographie religieuse. Pourtant, cette influence demeure encore limitée, voire méconnue, et les instruments de recherche sont encore peu utilisés. Je suis convaincu qu'une uniformisation des instruments de recherche, mettant à profit les nouvelles technologies, en permettra une plus large diffusion et un accès plus facile.

**Luca Codignola**

Directeur du Centre de recherche en études canadiennes et sur l'époque de l'expansion européenne, Université de Gênes (Italie)

#### NOTES

1. Conrad-Marie Morin, OFM, «Les archives du Saint-Siège, importantes sources de l'histoire politico-religieuse du Canada», *Culture*, VII, 2 (juin 1946), p. 151-176.
2. Luca Codignola et Matteo Sanfilippo, «Archivistes, historiens et archives romaines» dans Pierre Hurtubise, Luca Codignola et Fernand Harvey (sous la direction de), *L'Amérique du Nord dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, Sillery: Éditions de l'IQRC et Sainte-Foy: Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 35.
3. Luca Codignola et Matteo Sanfilippo, *Archivistes, historiens et archives romaines*, p. 31-32, 39.
4. Bruce G. Wilson (sous la direction de), avec Anita Burdett, *Manuscripts et documents gouvernementaux au Royaume-Uni et en Irlande concernant le Canada*, Ottawa: Archives nationales du Canada, 1992.
5. Raymonde Litalien, «Le bureau de Paris des Archives publiques du Canada», *Archives. Revue de l'Association des archivistes du Québec*, XVII, 4 (mars 1986), p. 11-30.
6. Luca Codignola et Matteo Sanfilippo, *Archivistes, historiens et archives romaines*, p. 29-52.
7. Joseph-Octave Plessis, *Journal d'un voyage en Europe 1819-1820*, éd. par Henri Têtu, Québec: Pruneau & Kirouac, 1903, p. 236-327.
8. Plessis arriva à Rome probablement le 10 novembre 1819 et en repartit le 10 février 1820. La permission était datée du 11 décembre 1819.

9. Archives de la Sacrée Congrégation «de Propaganda Fide» [dorénavant APF], Congressi, America Settentrionale [C, AS], vol. 2, ff. 269rv-270rv, Joseph-Octave Plessis à Lorenzo Litta, Québec, 23 novembre 1816; copie dans Archives de l'Archevêché de Québec [AAQ], 210 A, IX, 67; APF, Congressi, America Centrale [C, AC], vol. 3, ff. 564rv-565rv, Plessis à Litta, 26 avril 1817; APF, C, AS, vol. 2, ff. 303rv-304rv, Plessis à [Francesco Fontana, CRSP], Rome, 12 décembre 1819; APF, C, AS, vol. 2, ff. 305rv-306rv, Plessis à Fontana, Rome, 4 janvier 1820; APF, C, AS, vol. 2, ff. 307rv-308rv, Plessis à Fontana, [Rome], 30 janvier [1820]; C, AS, vol. 2, ff. 324rv-5rv, Plessis à Fontana, Londres, 5 juin 1820. Sur Plessis à Rome, voir James Harold Lambert, *Monseigneur, the Catholic Bishop. Joseph-Octave Plessis, Church, State and Society in Canada: Historiography and Analysis* (3 vols.), Thèse de doctorat, Université Laval (1981). Voir aussi Gabriele Pietro Scardellato, «Tribulation des évêques canadiens à la fin du XIXe siècle à travers les Archives de la Propagande», *Annali Accademici Canadesi*, III-IV (1988), p. 81-86.
10. Boyle fut accusé d'incompétence dans le monde des affaires, mais il fut unanimement respecté par ses collègues et le monde des chercheurs. Voir, pour l'histoire des accusations portées contre lui: Alexander Stille, «Library Privileges. The Scholarly Priest who Tried to Make the Church's Treasured Collection Accessible to All but Lost His Job because of Questionable Business Deals», *The New Yorker* (28 September 1998), p. 43-59.
11. Pierre Lafontaine fut employé par les Archives de l'Archidiocèse de Québec de 1987 à 1992 et depuis 1995.
12. Archives de l'Archidiocèse de Québec, 160 CC. Correspondance du service des archives, cité dans Pierre Lafontaine, *La recherche historique et l'accès aux archives diocésaines au Québec: survol de la législation ecclésiastique*, communication inédite, 1995, p. 8. L'article de Lafontaine constitue une bonne introduction au problème de la législation ecclésiastique.
13. Les Archives secrètes du Vatican furent ouvertes pour la première fois en 1880 jusqu'à 1815 par Léon XIII (1810-1903, pape depuis 1878). Pie XI (1857-1939, pape depuis 1922) les ouvrit jusqu'à 1846. En 1966 Paul VI (1897-1978, pape depuis 1963) en permit l'accès jusqu'à 1978. Voir Pierre Lafontaine, *La recherche historique et l'accès aux archives diocésaines au Québec: survol de la législation ecclésiastique* et Owen Chadwick, *Catholicism and History. The Opening of the Vatican Archives*, Cambridge: Cambridge University Press, 1978. Pour les archives du Saint-Office, voir Hurtubise, Codignola et Harvey (sous la direction de), *L'Amérique du Nord dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, p. 96-100.
14. Dries Vanysacker, «Les activités archivistiques et historiques de Giuseppe Garampi au Vatican (1749-1772)», *Bulletin de l'Institut Historique Belge*, LXV (1995), p. 121-184. Voir aussi Germano Gualdo (sous la direction de), *Sussidi per la consultazione dell'Archivio Vaticano*, Città del Vaticano: Archivio Segreto Vaticano, 1989 et Hurtubise, Codignola et Harvey (sous la direction de), *L'Amérique du Nord dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, p. 78-79.
15. Finbar Kenneally, OFM (sous la direction de), *United States Documents in the Propaganda Fide Archives. A Calendar. First Series* (7 vols. et *Index*), Washington, DC: Academy of American Franciscan History, 1966-1981, suivi par Anton Debevec, Mathias C. Kiemen, OFM, Alexander Wyse, OFM, et James McManamon, OFM (sous la direction de), *United States Documents in the Propaganda Fide Archives. A Calendar. Second Series* (4 vols. Parus), Washington, DC: Academy of American Franciscan History, 1980-1987. Voir Luca Codignola et Matteo Sanfilippo, *Archivistes, historiens et archives romaines*, p. 37-39.
16. Voir la liste dans Hurtubise, Codignola et Harvey (sous la direction de), *L'Amérique du Nord dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, 175-177.

17. Pierre Lafontaine, *La recherche historique et l'accès aux archives diocésaines au Québec: survol de la législation ecclésiastique*.
18. Voir, pour une période précédente, la description du Saint-Siège de Peter Partner, *The Pope's Men. The Papal Civil Service in the Renaissance*, Oxford: Clarendon Press, 1990, p. 5, 135, qui nous semble valable pour tout le XIX<sup>e</sup> siècle également.
19. Conradus Eubel et als., *Hierarchia catholica Medii et Recentioris Aevi sive Summorum Pontificum, S.R.R.E. Cardinalium, Ecclesiarum Antistitum Series e documentis tabularii praesertim Vaticani collecta, digesta, edita 1198-1903*, Monasterii: Librariae Regensbergianae, et Padoue: Domus Editorialis Il Messaggero di S. Antonio, 1913-1978.
20. Henri Biaudet, *Les Nonciatures Apostoliques Permanentes jusqu'en 1648*, Helsinki: Suomalainen Tiedeakatemia, Helsinki, 1910; Liisi Karttunen, *Les Nonciatures Apostoliques Permanentes de 1650 à 1800*, Genève: Imprimerie E. Chaulmontet, 1912; Giuseppe De Marchi, *Le nunziature apostoliche dal 1800 al 1956*, Rome: Edizioni di Storia e Letteratura, 1957.
21. Sur la méthodologie appliquée à ce dernier fonds, voir Monique Benoit et Gabriele Pietro Scardellato, «The Flesh Made Word: The Vatican Archives and the Study of Canadian History, 1600-1799», *Archivaria*, 20 (Summer 1985), p. 67-78.
22. Francis X. Blouin, Jr. (sous la direction de), avec Leonard A. Coombs, Elizabet Yakel, Claudia Carlen, IHM, et Katherine J. Gill, *Vatican Archives. An Inventory and Guide to Historical Documents of the Holy See*, New York et Oxford: Oxford University Press, 1988. Sur *Vatican Inventory*, voir le compte rendu assez négatif de Sergio Pagano, «À propos d'un guide des archives vaticanes», *Revue d'histoire ecclésiastique*, XCIV, 2 (avril-juin 1999), p. 515-521. La méthode employée pour la rédaction de ce répertoire montre tous les dangers d'une utilisation mécanique à fin d'uniformisation de l'informatique appliquée à des dépôts d'archives dont l'histoire même ne prévoyait aucune uniformité générale.
23. Luca Codignola, «Conflict or Consensus? Catholics in Canada and in the United States, 1780-1820», Canadian Catholic Historical Association, *Historical Papers*, 55 (1988), p. 43-59.
24. APF, Acta, vol. 184, ff. 309rv-310rv, 312rv-313rv, *Ponenza* préparée par Fontana pour la congrégation générale du 21 mai 1821; APF, Acta, vol. 186, ff. 59rv-68rv, 71rv-72rv, *Ponenza* préparée par Castiglioni pour la congrégation générale du 17 février 1823; APF, Acta, vol. 186, ff. 76rv-82rv, mémoire [préparé par Castiglioni en janvier 1823 pour la congrégation générale du 17 février 1823, puis reportée au 24 février 1824 («per cosi' mettere in pratica quella nobile idea di completare il mondo cristiano in quella parte [del mondo] con l'arcivescovo di Québec e i suoi vescovi suffraganei»)]. Voir Codignola, «Pius VIII and North America, 1816-1830» *Annali Accademici Canadesi*, X-XI (1995), p. 3-35.
25. William Fraser ne fut consacré que le 24 juin 1827, mais il avait été nommé évêque de Tanis et vicaire apostolique de la Nouvelle-Écosse le 3 juin 1825.
26. APF, C, AS, vol. 1, ff. 1[e]rv-6rv, [Pierre de La Rue, abbé de L'IsleDieu] à [Giuseppe Maria Castelli], [Paris, 20 février 1764]; APF, Congregazioni particolari, vol. 137, ff. 29rv-30rv, [L'IsleDieu] à [Castelli], [Paris, 20 février 1764]; APF, Fondo Vienna, vol. 59, ff. 236rv239r, [Rome], 24 janvier 1765, procès-verbal de la congrégation particulière du 29 novembre 1764; APF, SOCG, vol. 827, ff. 204rv-205rv, Jean-Olivier Briand à [Propagande], [1770]; APF, Fondo Vienna, vol. 60, ff. 8v10r, [Sacré Congrégation du Saint-Office] à [Propagande], [Rome], 25 avril 1770; APF, SOCG, vol. 951, ff. 185rv-189rv, Joseph Signay à Giacomo Filippo Fransoni, Québec, 2 novembre 1835; APF, Lettere, vol. 317, ff. 358rv-359r, [Angelo Mai] à Domenico Cattani, OP, [Rome], 15 avril 1836. Pour les documents du Saint-Office, voir Hurtubise, Codignola et Harvey (sous la direction de), *L'Amérique du Nord dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, p. 99.

27. Monique Benoît, *Inventaire des principales séries de documents intéressant le Canada, sous le Pontificat de Léon XIII (1878-1903), dans les Archives de la Sacrée Congrégation «De Propaganda Fide» à Rome*, Ottawa: Archives nationales du Canada, 1986, édition sur microfiche; Monique Benoit et Matteo Sanfilippo, «Sources romaines pour l'histoire de l'Église catholique du Canada: le pontificat de Léon XIII (1878-1903)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, XLIV, 1 (été 1990), p. 85-96.
28. Voir Hurtubise, Codignola et Harvey (sous la direction de), *L'Amérique du Nord dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, p. 96-100.
29. APF, SOCG, vol. 937, ff. 596rv, 599rv, Litta à Carlo Maria Pedicini, [Rome], 20 décembre 1819; APF, SOCG, vol. 937, ff. 457rv-462rv, Plessis «À Nos très chers Frères les Curés, Missionnaires [sic], Vicaires, Prêtres et autres ecclésiastiques de notre Diocèse», Québec, 5 décembre 1822; autre exemplaire dans APF, C, AS, vol. 2, ff. 442rv-447rv; publié dans Plessis «À Nos très chers Frères les Curés, Missionnaires [sic], Vicaires, Prêtres et autres ecclésiastiques de notre Diocèse», Québec, 5 décembre 1822; publié dans Henri Têtu et C.-O. Gagnon, eds., *Mandements Lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, III, Québec: Imprimerie Générale A. Coté et Cie, 1988, p. 168-180.
30. APF, C, AC, vol. 9, ff. 178rv-179rv, [Pierre-Antoine Malou, SJ] à [Giulio Maria Della Somaglia], [New York, ?1827].
31. La plupart des lettres envoyées à Rome par les ecclésiastiques nord-américains, tels que, par exemple, le canadien Plessis, l'écossais Angus Bernard MacEachern (1759-1835) de l'Île du Prince-Édouard, le sulpicien français Ambroise Maréchal (1768-1828) de Baltimore, et même les irlandais William Taylor (fl.1820-8) de Philadelphie et le capucin James Jones (c.1743-1805) de Halifax, montre très clairement le mépris qu'ils avaient pour les missionnaires irlandais. Voir Luca Codignola, *Calendar of Documents Relating to Canada in the Archives of the Sacred Congregation «de Propaganda Fide» in Rome, 1800-30*, Ottawa: National Archives of Canada, 1993, édition sur microfiche, *sub voce*.
32. Matteo Sanfilippo (sous la direction de) «Fonti ecclesiastiche per la storia dell'emigrazione dei gruppi etnici nel Nord America: gli Stati Uniti (1893-1922)», numéro spécial de *Studi emigrazione*, 120 (1995); Matteo Sanfilippo, «La question canadienne-française dans les diocèses de la Nouvelle-Angleterre, 1899-1922: les sources documentaires romaines» dans *Canada ieri e oggi 2*, II: *Sezione storica e geografica*, Massimo Rubboli et Franca Farnocchia-Petri (sous la direction de), Selva di Fasano: Schena Editore, 1990, p. 55-76.
33. Hurtubise et Roberto Perin, «Rome et l'Amérique du Nord française» dans Hurtubise, Codignola et Harvey (sous la direction de), *L'Amérique du Nord dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, p. 21-24.
34. Michel Thériault, *Les instituts de vie consacrée au Canada depuis les débuts de la Nouvelle-France jusqu'à aujourd'hui. Notes historiques et références*, Ottawa: Bibliothèque nationale du Canada, 1980.
35. Luca Codignola, «Competing Networks: Roman Catholic Ecclesiastics in French North America, 1610-58», *The Canadian Historical Review*, LXXX, 4 (December 1999), p. 539-584.
36. Lucien Campeau, éd., *Monumenta Novae Franciae 1602-56*, Rome: Monumenta Hist. Soc. Iesu et Institutum Historicum Societatis Iesu, Québec: Les Presses de l'Université Laval, et Montréal, Les Éditions Bellarmin, 1967-97, 8 vols. parus.
37. Nive Voisine, *Les Frères des Écoles Chrétiennes au Canada 1837-1946* (2 vols. parus), Sainte-Foy: Éditions Anne Sigier, 1987-1991. Malheureusement, les archives ont depuis subi un nouveau classement. Sur les archives romaines de capucins, jésuites, oblats et Frères des écoles chrétiennes, voir Hurtubise, Codignola et Harvey (sous la direction de), *L'Amérique du Nord dans les archives religieuses de Rome 1600-1922. Guide de recherche*, p. 106-111, 114-115, 117-122.
38. Luca Codignola, *Calendar 1800-30*, *sub voce*.

39. Pour la fin de l'histoire de Jean-Baptiste Thavenet, voir APF, Acta, vol. 207, ff. 169rv170rv, 173rv179rv, Luigi Amat di San Filippo e Sorso à [Propagande], [Rome], juin 1844; APF, Acta, vol. 207, ff. 171rv172rv, Amat di San Filippo et Giovanni Brunelli, [Rome], 18 juin 1844; APF, SOCG, vol. 965, ff. 420rv, 423rv, Amat di San Filippo et Brunelli à [Propagande], [Rome], 18 juin 1844.